

Rapport au Premier ministre

Les étrangers et l'emploi

Décembre 1992

Haut Conseil à l'intégration



Enregistré le	08/11/93
N° d'inventaire	1185
Cote	

Table des matières

Les étrangers et l'emploi

Introduction 9

Chapitre I

L'économie française et le recours à la main-d'œuvre étrangère extérieure 11

L'appel à la main-d'œuvre étrangère a été une constante de l'économie française de 1945 au premier choc pétrolier 14

Le contexte économique français a plusieurs fois évolué depuis 1945 14

La volonté du Gouvernement de contrôler et adapter les entrées de travailleurs étrangers n'a pu porter ses fruits pour plusieurs raisons 15

Les travaux de recherche menés dans les années 1970 sur le rôle joué par l'immigration 15

Les évolutions depuis 1975 17

L'emploi de la main-d'œuvre étrangère régulière de 1975 à 1990 17

Les travailleurs étrangers en situation irrégulière 18

Deux débats importants dans le contexte actuel de l'emploi 22

Pénuries de main-d'œuvre globale et localisées, besoins de main-d'œuvre non qualifiée 22

L'emploi des travailleurs étrangers dans le contexte actuel du chômage 24

L'économie française et le recours à la main-d'œuvre étrangère aujourd'hui 25

La remise en cause du modèle taylorien n'est pas générale 25

Par ailleurs se développe un marché international du travail qualifié 26

Le recours au travail clandestin 26

Chapitre II

Les étrangers face à la situation de l'emploi 29

L'emploi, facteur d'intégration affaibli 31

Population active ; taux d'activité ; taux de chômage	32
– La faible variation quantitative de la population active étrangère depuis 1975	32
– Augmentation régulière de la population active féminine	33
– Changements dans les origines géographiques	33
– La situation des immigrés récents	34
– Les taux d'activité et de chômage font apparaître de grandes disparités selon les nationalités et une situation particulièrement difficile pour certaines d'entre elles	34
L'accès à l'emploi des résidents étrangers et de leurs enfants	38
L'emploi, source restreinte d'immigration	42
L'accès des étrangers au marché de l'emploi est régi par des procédures restrictives	42
– Les procédures de délivrance des autorisations de travail	43
– Les défaillances dans l'application	44
Les conséquences de l'évolution des procédures sur les entrées	45
– L'immigration du travail	46
– Les autres immigrations ; un apport de main-d'œuvre supplémentaire	48
Chapitre III	
Propositions	51
Les autorisations de travail	55
L'intégration par l'emploi des étrangers présents sur notre territoire et de leurs enfants	57
La lutte contre l'emploi illégal des travailleurs étrangers	59
Annexe	
La situation dans les autres pays européens	63

Rapport particulier : L'emploi illégal des étrangers **67**

Introduction **71**

Chapitre I **Un cadre juridique et administratif complexe** **75**

Le cadre juridique et administratif **77**

Une législation fort dense **77**

– La législation spécifique relative aux étrangers **77**

– La législation générale relative au travail irrégulier **84**

Une pluralité des services compétents **86**

Une approche du travail irrégulier :
l'immigration clandestine **88**

Les facteurs de l'immigration clandestine **88**

La mesure de l'immigration clandestine **89**

Chapitre II

La part des étrangers en situation irrégulière dans l'économie souterraine 93

<i>L'économie souterraine</i>	95
Étrangers en situation irrégulière	96
Une demande de travailleurs étrangers en situation irrégulière	96
Une composante de l'économie souterraine	99
Un phénomène inacceptable	102
– L'immigration irrégulière : l'impossible acquiescement	102
La nécessité de réaffirmer la légalité	105
Le contournement de la législation nationale	107

Chapitre III

La lutte contre l'irrégularité 109

Des premiers résultats	111
L'activité des services et sa mesure	111
Des efforts à amplifier	117
– Une maturité juridique	117
– Une plus grande efficacité des services	117
– <i>La Mission interministérielle de lutte contre le travail clandestin, l'emploi non déclaré et les trafics de main-d'œuvre</i>	117
– <i>Les commissions départementales</i>	118
Les conditions d'une efficacité accrue	120
Améliorer l'efficacité des services	120
– Renforcer la coordination entre les acteurs	120
– Remédier aux lacunes	121
– <i>S'attaquer à la délinquance économique suppose une technicité éprouvée</i>	121
– <i>La traduction des choix politiques impose une adaptation des moyens</i>	123
– <i>Une nécessaire cohérence</i>	123
Prévenir les fraudes	126
– Le contournement de la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers	126
– <i>Les faux papiers</i>	126
– <i>Les mariages blancs</i>	127
– Les trafics transnationaux de main-d'œuvre au sein de la Communauté européenne	128
– <i>La fraude économique</i>	129
– <i>Les sociétés éphémères</i>	129
– <i>Les marchés publics</i>	130
– <i>La sous-traitance démultipliée</i>	130
– <i>La déclaration de l'emploi</i>	132

Trente propositions 135

Renforcer les services	135
Adapter l'organisation des services	135
Assurer la cohérence de l'action de l'État	136

Négocier avec les États concernés	136
Prévenir et lutter contre les fraudes	136
Combattre la sous-traitance fictive	136
Généraliser la déclaration préalable à l'embauche	137
Contrôler plus étroitement le logement	137
Entretiens	139
Représentants des organisations syndicales et patronales reçus par le Haut Conseil à l'intégration	141
Annexes	143
Annexe I	
Les étrangers en France	145
Annexe II	
Les acquisitions de la nationalité française	147
Annexe III	
Les infractions spécifiques à la main-d'œuvre étrangère (hors CEE)	149
Annexe IV	
Les infractions à la législation générale	155
Annexe V	
Compétences respectives de différents corps de contrôle	165